

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 2939

[S - C - 99/29469]

8 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant la réglementation relative au statut administratif des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 9, modifié par la loi du 14 juillet 1975;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1^{er}, modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 27 décembre 1993 et 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par les arrêtés royaux des 8 juillet 1976 et 14 novembre 1978, par l'arrêté royal n° 71 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 1^{er} août 1984 et 29 août 1985, par l'arrêté de l'Exécutif du 6 novembre 1991, par les arrêtés du Gouvernement des 7 octobre 1993 et 28 septembre 1994, par le décret du 24 juin 1996 et par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997;

Vu l'arrêté ministériel du 22 mars 1974 fixant le modèle du rapport sur la manière dont le maître de religion temporaire ou le professeur de religion temporaire s'est acquitté de sa tâche, prévu à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997;

Vu l'arrêté ministériel du 22 mars 1974 fixant le modèle du rapport sur la manière de servir des maîtres de religion et professeurs de religion stagiaires prévu à l'article 21 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 40 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté royal n° 71 du 20 juillet 1982 et par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 42 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 45 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté royal du 14 novembre 1978, par l'arrêté royal n° 226 du 7 décembre 1983, par l'arrêté du Gouvernement du 28 août 1995, par les décrets des 24 juin 1996 et 4 février 1997 et par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mai 1977 fixant le modèle du rapport d'inspection concernant les maîtres de religion et les professeurs de religion temporaires prévu à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mai 1977 fixant le modèle du rapport d'inspection concernant les maîtres de religion et les professeurs de religion stagiaires prévu à l'article 21 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mai 1977 fixant le modèle du rapport d'inspection concernant les maîtres de religion et les professeurs de religion nommés à titre définitif prévu à l'article 30 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1978 complétant l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 45 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique et protestante des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 1993 relatif au congé parental et au congé pour des motifs impérieux d'ordre familial accordés aux membres du personnel soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 avril 1995 fixant les modèles du bulletin de signalement et de la fiche individuelle prévus à l'article 29 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 avril 1999;

Vu le protocole de négociation du 9 avril 1999 du Comité de Secteur IX;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 1^{er} janvier 1973, notamment l'article 3 tel que modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'article 9 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement (Pacte scolaire) stipule que dans les établissements d'enseignement de l'Etat, l'enseignement de la religion est donné par les ministres des cultes ou leur délégué nommés par le Ministre de l'instruction publique sur proposition des Chefs des Cultes intéressés;

Considérant qu'en l'absence d'une reconnaissance officielle de l'organe de culte islamique, aucune nomination des maîtres et professeurs de religion islamique n'était légalement possible; que ceux-ci ne bénéficiaient d'aucune disposition statutaire réglementaire;

Considérant qu'un arrêté royal du 03 mai 1999 portant reconnaissance de l'exécutif des Musulmans de Belgique a été publié au *Moniteur belge* du 20 mai 1999;

Considérant que cet arrêté royal implique la nécessité d'établir sans délai et au plus tard pour la rentrée scolaire prochaine un statut administratif des maîtres et professeurs de religion islamique;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Modifications à l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 6 novembre 1991 et par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

Art. 2. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, remplacé par l'arrêté de l'Exécutif du 6 novembre 1991 et modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite orthodoxe et islamique".

Art. 3. L'annexe au même arrêté, modifiée par l'arrêté royal du 8 juillet 1976, par l'arrêté de l'Exécutif du 6 novembre 1991 et par les arrêtés du Gouvernement des 7 octobre 1993 et 8 septembre 1997, est complétée par un littéra E, rédigé comme suit:

« E. Religion islamique.

§ 1^{er}. Professeur de religion islamique dans l'enseignement supérieur non universitaire :

a) le diplôme de docteur ou de licencié en théologie islamique délivré par une université, un institut ou une faculté de théologie islamique complété par un certificat ou un diplôme pédagogique, reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique;

b) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique;

c) le diplôme de licencié obtenu après quatre années d'études au moins dans une université, un centre universitaire, un institut ou une Haute Ecole en Belgique ou à l'étranger, complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique et par un certificat ou un diplôme d'aptitude pédagogique reconnus ou délivrés l'un et l'autre par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique;

d) le diplôme de licencié en pédagogie, de licencié en sciences psychologiques et de licencié en sciences d'éducation, complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique.

§ 2. Professeur de religion islamique dans l'enseignement secondaire du degré supérieur :

a) le diplôme de licencié en théologie islamique délivré par une université, un institut ou une faculté de théologie islamique complété par un certificat ou un diplôme pédagogique, reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique,

b) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique;

c) le diplôme de licencié obtenu après quatre années d'études au moins dans une université, un centre universitaire, un institut ou une Haute Ecole en Belgique ou à l'étranger, complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique et par un certificat ou un diplôme d'aptitude pédagogique reconnus ou délivrés l'un et l'autre par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique;

d) le diplôme de licencié en pédagogie, de licencié en sciences psychologiques et de licencié en sciences d'éducation, complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique.

§ 3. Professeur de religion islamique dans l'enseignement secondaire du degré inférieur :

a) le diplôme de licencié en théologie islamique délivré par une université, un institut ou une faculté de théologie islamique complété par un certificat ou un diplôme pédagogique, reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique;

b) le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique;

c) le diplôme de candidat délivré après deux années d'études au moins par une université, un centre universitaire, un institut ou une Haute Ecole en Belgique, complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique et par un certificat ou un diplôme d'aptitude pédagogique reconnus ou délivrés l'un et l'autre par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique;

d) le diplôme de gradué complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique et par un certificat ou un diplôme d'aptitude pédagogique reconnus ou délivrés l'un et l'autre par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique.

§ 4. Maître de religion islamique dans l'enseignement primaire :

a) le diplôme d'instituteur primaire complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique;

b) le diplôme de fin d'études secondaires du degré supérieur complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique et par un certificat ou un diplôme d'aptitude pédagogique reconnus ou délivrés l'un et l'autre par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique. »

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté ministériel du 22 mars 1974 fixant le modèle du rapport sur la manière dont le maître de religion temporaire ou le professeur de religion temporaire s'est acquitté de sa tâche, prévu à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Art. 4. Dans l'intitulé de l'arrêté ministériel du 22 mars 1974 fixant le modèle du rapport sur la manière dont le maître de religion temporaire ou le professeur de religion temporaire s'est acquitté de sa tâche, prévu à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

Art. 5. Dans l'annexe au même arrêté, modifiée par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

CHAPITRE III. — *Modifications à l'arrêté ministériel du 22 mars 1974 fixant le modèle du rapport sur la manière de servir des maîtres de religion et professeurs de religion stagiaires prévu à l'article 21 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Art. 6. Dans l'intitulé de l'arrêté ministériel du 22 mars 1974 fixant le modèle du rapport sur la manière de servir des maîtres de religion et professeurs de religion stagiaires prévu à l'article 21 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

Art. 7. Dans l'annexe au même arrêté, modifiée par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

CHAPITRE IV. — *Modifications à l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 40 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Art. 8. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 40 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

Art. 9. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

CHAPITRE V. — *Modifications à l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 42 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Art. 10. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 42 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholiques protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

Art. 11. Dans l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

CHAPITRE VI. — *Modifications à l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 45 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Art. 12. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 45 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

Art. 13. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

CHAPITRE VII. — *Modifications à l'arrêté ministériel du 23 mai 1977 fixant le modèle du rapport d'inspection concernant les maîtres de religion et les professeurs de religion temporaires prévu à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Art. 14. Dans l'intitulé de l'arrêté ministériel du 23 mai 1977 fixant le modèle du rapport d'inspection concernant les maîtres de religion et les professeurs de religion temporaires prévu à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

Art. 15. Dans l'annexe au même arrêté, modifiée par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

CHAPITRE VIII. — *Modifications à l'arrêté ministériel du 23 mai 1977 fixant le modèle du rapport d'inspection concernant les maîtres de religion et les professeurs de religion stagiaires prévu à l'article 21 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Art. 16. Dans l'intitulé de l'arrêté ministériel du 23 mai 1977 fixant le modèle du rapport d'inspection concernant les maîtres de religion et les professeurs de religion stagiaires prévu à l'article 21 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

Art. 17. Dans l'annexe au même arrêté, modifiée par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

CHAPITRE IX. — *Modifications à l'arrêté ministériel du 23 mai 1977 fixant le modèle du rapport d'inspection concernant les maîtres de religion et les professeurs de religion nommés à titre définitif prévu à l'article 30 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Art. 18. Dans l'intitulé de l'arrêté ministériel du 23 mai 1977 fixant le modèle du rapport d'inspection concernant les maîtres de religion et les professeurs de religion nommés à titre définitif prévu à l'article 30 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

Art. 19. Dans l'annexe au même arrêté, modifiée par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

CHAPITRE X. — *Modifications à l'arrêté royal du 14 novembre 1978 complétant l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 45 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique et protestante des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat*

Art. 20. Dans l'intitulé de l'arrêté royal du 14 novembre 1978 complétant l'arrêté royal du 8 juillet 1976 pris en application de l'article 45 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique et protestante des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, les mots "des religions catholique et protestante des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française".

Art. 21. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, les mots "des religions catholique et protestante des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française".

CHAPITRE XI. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 1993 relatif au congé parental et au congé pour des motifs impérieux d'ordre familial accordés aux membres du personnel soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Art. 22. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 1993 relatif au congé parental et au congé pour des motifs impérieux d'ordre familial accordés aux membres du personnel soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

Art. 23. Dans l'article 1^{er}, 1°, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

CHAPITRE XII. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 avril 1995 fixant les modèles du bulletin de signalement et de la fiche individuelle prévus à l'article 29 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française*

Art. 24. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 avril 1995 fixant les modèles du bulletin de signalement et de la fiche individuelle prévus à l'article 29 de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

Art. 25. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

Art. 26. Dans l'annexe I au même arrêté, modifiée par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

Art. 27. Dans l'annexe 2 au même arrêté, modifiée par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997, les mots "des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe" sont remplacés par les mots "des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique".

CHAPITRE XIII. — *Dispositions finales*

Art. 28. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 août 1999.

Art. 29. La Ministre-Présidente, ayant l'Education dans ses attributions, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juin 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2939

[S - C - 99/29469]

8 JUNI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de regeling betreffende het administratief statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 9, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1975;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van de personeelsleden van het rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973 en 19 december 1974, bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1996 en bij de decreten van 27 december 1993 en 24 juli 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 juli 1976 en 14 november 1978, bij het koninklijk besluit nr. 71 van 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten van 1 augustus 1984 en 29 augustus 1985, bij het besluit van de Executieve van 6 november 1991, bij de besluiten van 7 oktober 1993 en 28 september 1994 van de Regering, bij het decreet van 24 juni 1996 en bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 maart 1974 houdende vaststelling van het model van het verslag over de wijze waarop de tijdelijk aangestelde leermeesters en leraars godsdienst hun opdracht hebben vervuld, voorzien bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering;

Gelet op het ministerieel besluit van 22 maart 1974 houdende vaststelling van het model van het verslag over de wijze van dienen van de tot de stage toegelaten leermeesters godsdienst en godsdienstleraars, voorzien bij artikel 21 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen in toepassing van artikel 40 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 71 van 20 juli 1982 en bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen in toepassing van artikel 42 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen in toepassing van artikel 45 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 november 1978, bij het koninklijk besluit van 14 november 1978, bij het koninklijk besluit nr 226 van 7 december 1983, bij het besluit van de Regering van 28 augustus 1995, bij de decreten van 24 juni 1996 en 4 februari 1997 en bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 mei 1977 houdende vaststelling van het model van het inspectieverslag over de tijdelijke leermeesters en leraars, voorzien bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 mei 1977 houdende vaststelling van het model van het inspectieverslag over de stagedoende leermeesters en leraars, voorzien bij artikel 21 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 mei 1977 houdende vaststelling van het model van het inspectieverslag over de vastbenoemde leermeesters en leraars, voorzien bij artikel 30 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 1978 ter aanvulling van het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen in toepassing van artikel 45 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse godsdiensten van de inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat;

Gelet op het besluit van 1 december 1993 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het ouderschapsverlof en het verlof om dwingende redenen van familiaal belang toegestaan aan personeelsleden onderworpen aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering;

Gelet op het besluit van 27 april 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de modellen van de beoordelingsstaat en van de persoonlijke fiche, voorzien bij artikel 29 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 maart 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 april 1999;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 9 april 1999 van het Sectorcomité IX;

Gelet op de wetten op de Raad van state, gecoördineerd op 1 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, zoals gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat in artikel 9 van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving (Schoolpakt), bepaald wordt dat in de onderwijsinrichtingen van de Staat het godsdienstonderwijs gegeven wordt door de bedienaars van de eredienst of door hun afgevaardigde die benoemd worden door de Minister van Openbaar Onderwijs op de voordracht van de betrokken hoofden van de eredienst;

Overwegende dat bij ontstentenis van een officiële erkenning van het orgaan van de islamitische eredienst, er geen enkele wettelijke mogelijkheid bestond leermeesters en leraars islamitische godsdienst te benoemen; dat zij geen enkele statutaire reglementsbevestiging konden doen gelden;

Overwegende dat er een koninklijk besluit van 3 mei 1999 houdende erkenning van de Executieve van de Mohammedanen van België in het *Belgisch Staatsblad* van 20 mei 1999 werd bekendgemaakt;

Overwegende dat dit koninklijk besluit de noodzaak impliceert een administratief statuut voor de leermeesters en de leraars islamitische godsdienst onverwijld en uiterlijk voor de volgende heropening van de scholen op te stellen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,

Gelet op de beraadslaging van 31 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap

Artikel 1. In het opschrift van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 6 november 1991 van de Executieve en bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering, worden de woorden "katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdienst" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdienst".

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van 6 november 1971 van de Executieve en gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering, worden de woorden "katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

Art. 3. De bijlage bij ditzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 juli 1976, bij het besluit van 6 november 1991 van de Executieve en bij de besluiten van 7 oktober 1993 en 8 september 1997 van de Regering, wordt aangevuld met een littera E luidend als volgt :

« E. Islamitische godsdienst

§ 1. Leraar islamitische godsdienst in het niet-universitair hoger onderwijs :

a) het diploma van doctor of licentiaat islamitische godgeleerdheid uitgereikt door een universiteit, een instituut of een faculteit voor islamitische godgeleerdheid, aangevuld met een getuigschrift of een pedagogisch diploma, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België;

b) het diploma van geaggregeerde van het hoger secundair onderwijs, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België;

c) het diploma van licentiaat behaald na ten minste vier jaar studies aan een universiteit, een universitair centrum, een instituut of een Hogeschool in België of in het buitenland, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst en met een getuigschrift of een pedagogisch bekwaamheidsdiploma, het ene en het andere erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België;

d) het diploma van licentiaat pedagogie, licentiaat psychologische wetenschappen en licentiaat opvoedkundige wetenschappen, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België.

§ 2. Leraar islamitische godsdienst in het secundair onderwijs van de hogere graad :

a) het diploma van licentiaat in de islamitische godgeleerdheid, uitgereikt door een universiteit, een instituut of een faculteit voor islamitische godgeleerdheid aangevuld met een getuigschrift of een pedagogisch diploma, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mahommedanen van België;

b) het diploma van geaggregeerde hoger secundair onderwijs, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mahommedanen van België;

c) het diploma van licentiaat behaald na ten minste vier jaar studies aan een universiteit, een universitair centrum, een instituut of een Hogeschool in België of in het buitenland, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst en met een getuigschrift of een pedagogisch bekwaamheidsdiploma, het ene en het andere erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België;

d) het diploma van licentiaat pedagogie, licentiaat psychologische wetenschappen en licentiaat opvoedkundige wetenschappen, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België.

§ 3. Leraar islamitische godsdienst in het secundair onderwijs van de lagere graad :

a) het diploma van licentiaat islamitische godgeleerdheid, uitgereikt door een universiteit, een instituut of een faculteit voor islamitische godgeleerdheid aangevuld met een getuigschrift of een pedagogisch diploma, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mahommedanen van België;

b) het diploma van geaggregeerde hoger secundair onderwijs, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mahommedanen van België;

c) het diploma van kandidaat uitgereikt na ten minste twee jaar studies aan een universiteit, een instituut of een Hogeschool in België, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst en met een getuigschrift of een pedagogisch bekwaamheidsdiploma, het ene en het andere erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België;

d) het diploma van gegradueerde, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst en met een getuigschrift of een pedagogisch bekwaamheidsdiploma, het ene en het andere erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België.

§ 4. Meester islamitische godsdienst in het lager onderwijs :

a) het diploma van onderwijzer aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mahommedanen van België;

b) het eindexamen van de secundaire studies van de hogere graad, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst en met een getuigschrift of een pedagogisch bekwaamheidsdiploma, het ene en het andere erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België. ».

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan het ministerieel besluit van 22 maart 1974 houdende vaststelling van het model van het verslag over de wijze waarop de tijdelijk aangestelde leermeesters en leraars godsdienst hun opdracht hebben vervuld zoals bepaald bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap

Art. 4. In het opschrift van het ministerieel besluit van 22 maart 1974 houdende vaststelling van het model van het verslag over de wijze waarop de tijdelijk aangestelde leermeesters en leraars godsdienst hun opdracht hebben vervuld zoals bepaald bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering, worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

Art. 5. In de bijlage van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan het ministerieel besluit van 22 maart 1974 houdende vaststelling van het model van het verslag over de wijze waarop de tijdelijk aangestelde leermeesters en leraars godsdienst hun opdracht hebben vervuld zoals voorzien bij artikel 21 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap

Art. 6. In het opschrift van het ministerieel besluit van 22 maart houdende vaststelling van het model van het verslag over de wijze waarop de tijdelijk aangestelde leermeesters en leraars godsdienst hun opdracht hebben vervuld zoals voorzien bij artikel 21 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering, worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

Art. 7. In de bijlage van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering, worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen in toepassing van artikel 40 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap

Art. 8. In het opschrift van het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen in toepassing van artikel 40 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

Art. 9. In artikel 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering, worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

HOOFDSTUK V. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen in toepassing van artikel 42 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap

Art. 10. In het opschrift van het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen in toepassing van artikel 42 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

Art. 11. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering, worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

HOOFDSTUK VI. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen in toepassing van artikel 45 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap

Art. 12. In het opschrift van het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen in toepassing van artikel 45 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

Art. 13. In artikel 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering, worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingen aan het ministerieel besluit van 23 mei 1977 houdende vaststelling van het model van het inspectieverslag over de tijdelijke leermeesters en leraars godsdienst, voorzien bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap*

Art. 14. In het opschrift van het ministerieel besluit van 23 mei 1977 houdende vaststelling van het model van het inspectieverslag over de tijdelijke leermeesters en leraars godsdienst, voorzien bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

Art. 15. In de bijlage van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering, worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigingen aan het ministerieel besluit van 23 mei 1977 houdende vaststelling van het model van het inspectieverslag over de stagedoende leermeesters en leraars godsdienst, voorzien bij artikel 21 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap*

Art. 16. In het opschrift van het ministerieel besluit van 23 mei 1977 houdende vaststelling van het model van het inspectieverslag over de stagedoende leermeesters en leraars godsdienst, voorzien bij artikel 21 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering, worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

Art. 17. In de bijlage van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering, worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

HOOFDSTUK IX. — *Wijzigingen aan het ministerieel besluit van 23 mei 1977 houdende vaststelling van het model van het inspectieverslag over de vastbenoemde leermeesters en leraars godsdienst, voorzien bij artikel 30 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap*

Art. 18. In het opschrift van het ministerieel besluit van 23 mei 1977 houdende vaststelling van het model van het inspectieverslag over de vastbenoemde leermeesters en leraars godsdienst, voorzien bij artikel 30 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering, worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

Art. 19. In de bijlage bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering, worden de woorden "katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

HOOFDSTUK X. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 14 november 1978 ter aanvulling van het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen in toepassing van artikel 45 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse godsdiensten van de inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat*

Art. 20. In het opschrift van het koninklijk besluit van 14 november 1978 ter aanvulling van het koninklijk besluit van 8 juli 1976 genomen in toepassing van artikel 45 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke en protestantse godsdiensten van de inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat worden de woorden "katholieke en protestante godsdiensten van de inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap".

Art. 21. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de woorden "katholieke en protestante godsdiensten van de inrichtingen voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap".

HOOFDSTUK XI. — *Wijzigingen aan het besluit van 1 december 1993 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het ouderschapsverlof en het verlof om dwingende redenen van familiaal belang toegestaan aan personeelsleden onderworpen aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap*

Art. 22. In het opschrift van het besluit van 1 december 1993 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het ouderschapsverlof en het verlof om dwingende redenen van familiaal belang toegestaan aan personeelsleden onderworpen aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997, worden de woorden "katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

Art. 23. In artikel 1, 1° van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering, worden de woorden "katholieke, protestantse, Israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, Israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

HOOFDSTUK XII. — *Wijzigingen aan het besluit van 27 april 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de modellen van de beoordelingsstaat en van de persoonlijke fiche, voorzien bij artikel 29 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap*

Art. 24. In het opschrift van het besluit van 27 april 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de modellen van de beoordelingsstaat en van de persoonlijke fiche, voorzien bij artikel 29 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering, worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

Art. 25. In artikel 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering, worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

Art. 26. In bijlage 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering, worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

Art. 27. In bijlage 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering, worden de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten" vervangen door de woorden "katholieke, protestantse, israëlitische, orthodoxe en islamitische godsdiensten".

HOOFDSTUK XIII. — *Slotbepalingen*

Art. 28. Dit besluit treedt in werking op 31 augustus 1999.

Art. 29. De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het Onderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juni 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 99 — 2940

[C — 99/33092]

14. JULI 1999 — *Erlass der Regierung zur Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister*

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund der Artikel 121, 130, 132 und 139 der Verfassung;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch die Gesetze vom 6. Juli 1990, 18. Juli 1990, 5. Mai 1993, 16. Juli 1993, 30. Dezember 1993, 16. Dezember 1996 und 6. Mai 1999;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter « Sondergesetz » das Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, wie es abgeändert wurde.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass verteilt die Aufgaben innerhalb der Regierung im Hinblick auf die Vorbereitung und die Ausführung ihrer Beschlüsse.

Art. 3 - § 1. Herr Karl-Heinz Lambertz, Minister-Präsident, ist zuständig für:

1. Koordinierung der Politik der Regierung;
2. Finanzen und Haushalt;
3. Verwaltungsorganisation einschließlich der Verwaltungsaufsicht und der Personalführung;
4. die Beziehungen zum Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft;